

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
18 octobre 2010  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 18 octobre 2010, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent  
de l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 16 octobre 2010, que m'a adressée en ma qualité de Représentant permanent de l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies Ramtane Lamamra, Commissaire à la paix et à la sécurité de la Commission de l'Union africaine, transmettant un communiqué publié à l'issue de la deux cent quarante-cinquième réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent  
(*Signé*) Ruhakana **Rugunda**



**Annexe à la lettre datée du 18 octobre 2010 adressée  
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant  
permanent de l'Ouganda auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

Comme vous le savez sans doute, le 15 octobre 2010, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine s'est réuni au niveau ministériel pour examiner la situation en Somalie. Lors de cette réunion, il a pris un certain nombre de décisions critiques pour renforcer les efforts que déploie actuellement l'Union africaine, en particulier par le truchement de la Mission de l'Union africaine en Somalie pour améliorer les perspectives de paix, de sécurité et de stabilité en Somalie.

Il va sans dire que plusieurs de ces décisions doivent être appuyées et entérinées par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, qui doit examiner la situation en Somalie le 21 octobre 2010. Je vous transmets ci-joint le communiqué publié par le Conseil de paix et de sécurité à la fin de sa réunion (voir pièce jointe). Je vous saurais gré de bien vouloir transmettre aux membres du Conseil de sécurité et au Groupe africain.

Je compte sur votre contribution active ainsi d'ailleurs que sur celle du Groupe africain pour sensibiliser le Conseil de sécurité à l'appui nécessaire de sa part, vu l'urgence de la situation en Somalie et la nécessité de redoubler d'efforts pour faire face aux énormes problèmes que connaît le pays.

Le Commissaire à la paix et à la sécurité  
(*Signé*) Ramtane **Lamamra**

## Pièce jointe

### **Communiqué issu de la deux cent quarante-cinquième réunion du Conseil de paix et de sécurité**

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, à sa deux cent quarante-cinquième réunion tenue au niveau ministériel, le 15 octobre 2010, a adopté la décision ci-après sur la situation en Somalie.

Le Conseil :

1. Prend note du rapport du Président de la Commission sur la situation en Somalie, ainsi que des déclarations faites par les représentants du Gouvernement fédéral de transition de Somalie, de l'Organisation des Nations Unies, de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), de l'Ouganda et du Burundi en tant que pays fournissant des contingents, de l'Union européenne et des États-Unis d'Amérique;

2. Rappele toutes ses décisions et tous ses communiqués de presse antérieurs sur la situation en Somalie;

3. Réitère son engagement à respecter l'unité, l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Somalie, et réaffirme son plein appui au Gouvernement fédéral de transition. Le Conseil réitère en outre l'engagement de l'Union africaine à continuer à fournir un appui politique et diplomatique au Gouvernement fédéral de transition, à œuvrer au renforcement de la sécurité afin de créer des conditions plus propres à permettre aux institutions fédérales de transition de s'acquitter de leurs obligations, à aider le Gouvernement fédéral de transition à rétablir les institutions gouvernementales, y compris les forces de sécurité et de police et les institutions publiques, et à faciliter l'action humanitaire tout en prêtant assistance, dans les limites de ses moyens, aux Somaliens dans le besoin;

4. Se réjouit de la nomination par le Président de la Commission, conformément aux décisions pertinentes de l'IGAD et de l'Union africaine, de l'ancien Président ghanéen Jerry John Rawlings comme Haut-Représentant de l'Union africaine pour la Somalie, et lance un appel aux parties somaliennes et à tous les partenaires de l'Union africaine pour qu'ils coopèrent pleinement avec le Président Rawlings qui s'emploiera sur le continent africain et ailleurs, à mobiliser un plus large appui aux efforts visant à favoriser la paix et la réconciliation en Somalie. À cette fin, le Conseil encourage le Haut-Représentant à travailler en étroites coopération et coordination avec l'IGAD et les pays de la région, ainsi qu'avec l'Organisation des Nations Unies et les autres partenaires de l'Union africaine;

5. S'inquiète de la situation en matière de sécurité à Mogadiscio en particulier et en Somalie en général, et condamne dans les termes les plus vigoureux, la violence, les violations des droits de l'homme et autres actes odieux de violence qui se poursuivent sans relâche, notamment les attaques aveugles au mortier, les attentats-suicides et les assassinats ciblés contre le peuple somalien, le Gouvernement fédéral de transition et la Mission de l'Union africaine en Somalie, avec les conseils et l'appui d'éléments étrangers, ainsi que la progression de ces actions criminelles dans la région et au-delà, comme en témoignent les méprisables attentats à la bombe de Kampala du 11 juillet 2010;

6. S'inquiète de l'aggravation de la situation humanitaire à Mogadiscio et dans d'autres parties de la Somalie, où al Shabaab et Hizbul Islam réduisent l'accès des travailleurs humanitaire, les intimident et les attaquent, en violation du droit international humanitaire, ainsi que de la baisse du financement des activités humanitaires. Le Conseil rend hommage à tous les travailleurs et agences humanitaires œuvrant en Somalie, remercie les pays et les organisations qui appuient les activités humanitaires dans ce pays, et invite instamment les membres de la communauté internationale à répondre généreusement et avec la souplesse nécessaire à l'appel global pour la Somalie;

7. Réitère l'engagement de l'Union africaine à respecter le caractère sacré de la vie humaine, consacré dans l'Acte constitutif de l'Union africaine, et en ce qui concerne particulièrement les efforts de l'Union africaine en Somalie, réaffirme l'engagement de l'Union africaine à souscrire pleinement au droit international humanitaire dans les opérations de l'AMISOM et à le respecter. À cet égard, et dans le cadre général des efforts visant à mieux protéger les civils, le Conseil encourage la Commission à intégrer le projet de lignes directrices de l'Union africaine sur la protection des civils dans les missions d'appui à la paix, élaboré à l'issue du colloque tenu à Addis-Abeba du 3 au 5 mars 2010, dans les activités de l'AMISOM, qui fait de son mieux pour éviter les victimes civiles collatérales;

8. Réitère à nouveau l'engagement de l'Union africaine à respecter et à promouvoir les droits de l'homme sur le continent et, à cet égard, se félicite des mesures prises jusqu'à présent par la Commission africaine sur les droits de l'homme et des peuples concernant la situation en Somalie. À cet égard, le Conseil prie instamment le Gouvernement fédéral de transition de répondre favorablement à la demande faite par ladite commission en vue de l'envoi d'une mission d'établissement des faits en Somalie pour enquêter sur les violations des droits de l'homme, de façon que la visite puisse effectivement avoir lieu;

9. Prend note des efforts déployés pour remédier au problème de la piraterie et des vols à main armée en mer au large des côtes somaliennes, notamment des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, des opérations navales menées actuellement dans la zone et des efforts entrepris à l'échelon régional, et souligne que pour apporter une solution durable à ce problème il faut se pencher effectivement et rapidement sur les problèmes sous-jacents en Somalie elle-même et sur les autres fléaux tout aussi graves qui touchent les moyens de subsistance et le bien-être du peuple somalien, en particulier le déversement de déchets toxiques et la pêche illégale au large des côtes somaliennes. Le Conseil demande à la Commission de poursuivre et d'intensifier ses efforts en vue d'aborder la question de la piraterie de façon globale, sur la base des décisions pertinentes de l'Union africaine et des conclusions de l'atelier sur la sûreté et la sécurité maritimes tenu à Addis-Abeba les 6 et 7 avril 2010, y compris l'élaboration et la conclusion d'une convention internationale sur la piraterie dans le cadre de l'Assemblée générale de l'ONU. Le Conseil demande en outre à la Commission d'instituer un groupe de travail technique pour analyser les initiatives de l'ONU concernant la poursuite et l'incarcération des personnes responsables d'actes de piraterie et de vol à main armée en mer et y contribuer, en vue de les rendre plus exhaustives. Le Conseil demande également que les efforts déployés actuellement par l'Union africaine sur le continent bénéficient aussi de la mobilisation, notamment de ressources, dont la communauté internationale a fait preuve dans la lutte contre la piraterie et le vol à main armée en mer;

10. Prend note avec beaucoup d'inquiétude des événements politiques récents, notamment les disputes et divisions entre dirigeants des institutions fédérales de transition, l'impasse dans laquelle se trouve le Parlement fédéral de transition, le retard intervenu dans la mise en œuvre des tâches de transition dans le cadre de la Charte fédérale de transition et du processus de Djibouti, qui ensemble ont sérieusement miné la capacité des institutions fédérales de transition de s'acquitter efficacement de leurs responsabilités et les efforts déployés jusqu'ici pour promouvoir la paix, la sécurité, la stabilité et la réconciliation. Le Conseil souligne que c'est aux Somaliens, et en particulier à leurs dirigeants, qu'il incombe au premier chef de rétablir la paix, la sécurité et la stabilité dans leur pays, et encourage vivement les dirigeants des institutions fédérales de transition et toutes les autres parties prenantes, dans l'intérêt supérieur de la Somalie et de façon désintéressée, à faire preuve de direction éclairée, de volonté et de communauté de vues, sans lesquelles aucune assistance de l'extérieur ne permettra de redresser la situation en Somalie.

11. Prend note de la nomination d'un nouveau Premier Ministre désigné, et demande aux institutions fédérales de transition d'œuvrer avec diligence pour :

i) Faire en sorte que le nouveau Premier Ministre soit confirmé par le Parlement fédéral de transition et qu'un nouveau Gouvernement soit formé;

ii) Établir une feuille de route concernant la gestion du reste de la période de transition, avec des priorités clairement définies en matière de politiques, de sécurité et de reconstruction, conformément au processus de Djibouti;

iii) Mener rapidement à terme les tâches de transition en suspens, y compris le processus constitutionnel, qui devrait s'achever par des consultations nationales et des contributions de la diaspora, en ayant à l'esprit que le 20 août 2011 marquera la fin de la période de transition;

iv) Continuer à tendre la main à tous les Somaliens épris de paix, sans exclusive, en ayant à l'esprit que le processus de paix de Djibouti reste l'unique base de la paix et de la réconciliation en Somalie. Le Conseil exhorte vivement le Gouvernement fédéral de transition et l'Ahul Sunna Wal Jama'a (ASWJ) à prendre les mesures nécessaires pour s'acquitter rapidement et intégralement des engagements qu'ils ont pris au titre de l'accord qu'ils ont signé à Addis-Abeba le 15 mars 2010;

v) Entériner d'urgence le projet de plan national de sécurité et de stabilisation et le rapport d'évaluation du secteur de la sécurité, pour en assurer l'appropriation par le pays et permettre aux partenaires d'en appuyer la mise en œuvre;

12. Demande au Président de la Commission, par l'entremise de son représentant spécial pour la Somalie, d'élargir les consultations avec le Somaliland et le Puntland, dans le cadre général des efforts visant à promouvoir la stabilité dans ces régions et à favoriser la paix et la réconciliation dans toute la Somalie;

13. Prend note des efforts louables déployés par la Commission pour appliquer les décisions de la quinzième session ordinaire de l'Assemblée de l'Union, tenue à Kampala du 25 au 27 juillet 2010 et, à cet égard, fait siennes les recommandations formulées aux paragraphes 62 à 75 du rapport du Président de la Commission sur la situation en Somalie, recommandations qui, une fois mises en

œuvre, permettront à la Mission, dans le cadre d'un mandat renforcé, de mieux appuyer le processus de paix et de réconciliation, notamment la réalisation des tâches de transition restantes et l'amélioration des conditions de sécurité, d'aider les institutions fédérales de transition à s'acquitter des responsabilités qui leur incombent de favoriser la mise en place d'institutions gouvernementales efficace, notamment des forces de sécurité et de police et des institutions publiques, et d'appuyer et de faciliter les efforts humanitaires de consolidation de la paix et de relèvement. Plus précisément, le Conseil approuve le nouvel effectif de 20 000 hommes, doté des moyens aériens et maritimes nécessaires (par. 68) avec un effectif de police renforcé de 1 680 hommes, dont 560 experts de police en mission et 8 unités de police constituées, comptant 140 éléments chacune (par. 74), et une composante civile renforcée.

14. Appelle d'urgence les États Membres à fournir le personnel militaire et autre, et notamment le personnel de police, dont l'AMISOM a besoin pour atteindre son effectif nouvellement autorisé, et à contribuer à la mobilisation des ressources logistiques et financières nécessaires, en ayant à l'esprit la nécessité pour l'Afrique de démontrer sa détermination renouvelée et son sens de la solidarité avec la Somalie, qui est un des membres fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine.

15. Est reconnaissant du précieux appui, notamment politique, financier et logistique, fourni jusqu'ici par la communauté internationale, particulièrement l'Organisation des Nations Unies d'autres partenaires de l'Union africaine, notamment l'Union européenne et ses États membres, la Ligue des États arabes, les États-Unis et d'autres partenaires bilatéraux, qui a rendu possibles les efforts que l'Union africaine déploie pour la Somalie, et demande à ceux-ci et en particulier au Conseil de sécurité, de prendre les décisions qui lui incombent à présent conformément à sa responsabilité principale de maintenir la paix et la sécurité internationales :

i) En approuvant le concept révisé des opérations et l'effectif nouvellement autorisé de l'AMISOM, c'est-à-dire 20 000 hommes pour la composante militaire, 1 680 hommes pour la composante de police, à savoir 560 experts de police en mission and 8 unités de police constituées, comptant 140 éléments chacune, et une composante civile renforcée;

ii) En autorisant un dispositif d'appui renforcé pour l'AMISOM, financé par les contributions à l'ONU, sur la base de l'effectif nouvellement autorisé, et en veillant au remboursement du matériel, mineur comme majeur, appartenant aux contingents, ainsi qu'au paiement des indemnités des soldats aux taux de l'ONU, afin d'assurer un appui suffisant, prévisible et durable à la Mission. En outre, le Conseil demande que cet appui soit fourni à la Mission aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Somalie, en tant que de besoin;

iii) En imposant, en réponse à la demande de l'Union africaine et de la région, un blocus naval et une zone d'interdiction de vol au-dessus de la Somalie pour empêcher l'entrée d'éléments étrangers en Somalie, ainsi que les vols et expéditions acheminant des armes et des munitions à des groupes armés en Somalie qui mènent des attaques contre le Gouvernement fédéral de transition, l'AMISOM et la population somalienne. À cet égard, le Conseil prie instamment le Conseil de sécurité de demander que les opérations navales entreprises au large des côtes somaliennes et avec son autorisation de fournir à l'AMISOM un appui plus direct et

tangible dont les modalités seront définies ultérieurement entre les pays et organisations concernées, d'une part, et l'Union africaine, d'autre part;

iv) En veillant à ce que des sanctions soient effectivement appliquées contre tous ceux qui gênent le processus de paix et de réconciliation en Somalie, particulièrement au moyen d'un appui financier, matériel et logistique aux groupes qui mènent des attaques contre le Gouvernement fédéral de transition, le peuple somalien et l'AMISOM;

v) En abordant le problème de la piraterie au large des côtes somaliennes de façon globale, en vue de s'attaquer efficacement à ses causes sous-jacentes et à d'autres menaces tout aussi graves touchant les moyens de subsistance et le bien-être du peuple somalien, en particulier la pêche illégale et le déversement de substances toxiques et de déchets au large des côtes somaliennes;

vi) En réaffirmant son engagement à déployer en Somalie une opération de maintien de la paix de l'ONU qui ferait passer l'AMISOM sous la bannière de l'Organisation, et à établir d'urgence l'échéancier de ce déploiement;

16. Demande à la communauté internationale dans son ensemble, y compris la Ligue des États arabes, l'Union européenne et ses États membres, l'Organisation de la Conférence islamique, les États-Unis et d'autres partenaires bilatéraux, à continuer à fournir un appui politique, financier et autre à l'AMISOM et au Gouvernement fédéral de transition. Le Conseil souligne aussi qu'il importe au plus haut point de poursuivre et de renforcer l'appui technique, logistique et financier aux forces de sécurité et à la police du Gouvernement fédéral de transition pour leur permettre de jouer pleinement de leur rôle, et qu'il faut apporter un appui suffisant dans les domaines du renforcement des capacités pour d'autres secteurs de la gouvernance, dont l'administration, le relèvement rapide et la reconstruction, notamment dans le cadre de la Déclaration d'Istanbul;

17. Remercie à nouveau les Gouvernements du Burundi et de l'Ouganda de leur engagement inébranlable à faire avancer la cause de la paix et de la réconciliation en Somalie et se réjouit de leur engagement et de leur disposition à fournir davantage de contingents et de ressources à l'AMISOM. Le Conseil compatit avec les Gouvernements du Burundi et de l'Ouganda et avec les familles des soldats qui ont payé le prix ultime dans notre quête de la paix, de la stabilité et de la réconciliation en Somalie;

18. Demande aux autres États Membres de fournir les contingents et autre personnel nécessaires à la Mission. Le Conseil félicite la Commission de ses efforts en matière de constitution de contingents et prie la Commission de redoubler d'efforts pour garantir la disponibilité des ressources nécessaires aux pays fournisseurs de contingents potentiels;

19. Prend note avec satisfaction et avec gratitude des contributions notables des différents organes et institutions de l'Union africaine, en particulier le Bureau interafricain de l'Union africaine pour les ressources animales et l'AMISOM, de leur dévouement et de l'excellent travail qu'ils ont fait pour appuyer les efforts de paix, de sécurité, de réconciliation et de relèvement en Somalie. Le Conseil exprime sa profonde reconnaissance au Représentant spécial du Président de la Commission, l'Ambassadeur Boubacar Gaoussou Diarra, aux responsables militaires et de police de la Mission et à tout le personnel de l'AMISOM pour leur dévouement et leur engagement;

20. Prie le Président de la Commission de transmettre ce communiqué au Conseil de sécurité de l'ONU pour lui demander son appui et pour engager activement tous les partenaires de l'Union africaine à mobiliser un appui supplémentaire aux efforts en cours en Somalie;

21. Décide de rester saisi de la question.

---